

INTRODUCTION

Le rapport que je rends public aujourd'hui date de 3 ans. Ce sont les événements sanglants du mois de mars dernier et les développements politiques qui s'ensuivirent qui lui redonnent une certaine actualité.

En mai 1962, lorsque je présentai ce rapport au Secrétariat Général de l'Union Nationale des Forces Populaires, je rentrais d'un premier exil "volontaire" qui me retint deux ans à l'étranger et qui me permit de méditer et de formuler quelques appréciations critiques sur nos différentes actions passées et nos perspectives d'avenir, au moment où devait se tenir le deuxième congrès de notre Parti.

Aucune formation politique à vocation révolutionnaire ne peut vivre et se développer si, de temps en temps, elle ne se livre pas à une analyse globale et dynamique de la société dans laquelle elle opère afin d'y intégrer sa pratique quotidienne et de pouvoir dans une certaine mesure prévoir l'évènement. Une telle analyse d'ensemble n'était pas une exigence formelle, elle était nécessitée par le nouveau départ que nous voulions donner à la lutte de libération nationale. Car le pragmatisme en politique n'est pas seulement la politique au jour le jour, ni la lutte pour la seule perspective du simple exercice du pou-

voir ; c'est aussi le fait d'agir à partir d'une analyse fragmentaire ou statique de la situation.

En vérité c'est une analyse globale et dynamique qu'on demande inconsciemment lorsqu'on réclame à cor et à cri "un programme", qui n'est pas en l'occurrence l'ensemble des mesures que le Parti s'engage à prendre, au cas où il arriverait au pouvoir, mais bel et bien la ligne directrice qui, en expliquant les luttes et les vicissitudes du passé, esquisse le profil de l'avenir.

En rédigeant ce rapport, qui n'était alors qu'un document interne du Parti, je me demandais : Comment pouvons-nous préparer nos militants, leur permettre de comprendre les tendances politiques actuelles et l'avenir vers lequel elles mènent notre pays, si nous ne leur expliquons pas la signification politique des conditions dans lesquelles s'est opérée l'indépendance nationale, les erreurs qui ont empêché le mouvement de libération de jouir totalement des fruits de sa lutte ? Comment peuvent-ils comprendre nos hésitations antérieures si jamais nous ne leur révélons les dures batailles que nous avons dû mener pendant notre participation au gouvernement, pour faire aboutir la réforme la plus bénigne ? Seule l'explication objective de nos insuffisances, de nos erreurs passées, peut leur permettre de se préparer pour les luttes à venir.

Il n'est pas question dans les limites restreintes de ce rapport, de faire l'histoire critique de l'ensemble du mouvement national marocain et le bilan détaillé des premières années de l'indépendance ; mais simplement, en étudiant des cas précis, d'essayer de comprendre et de faire comprendre pourquoi, dans un passé récent, des mésaventures telles que d'être obligés de défendre un compromis que nous n'avions accepté qu'à demi, d'être amenés à abandonner la direction de la politique nationale alors que nous étions l'écrasante majorité dans le pays, enfin de nous laisser voler nos propres slogans et notre plateforme pour les voir dénaturer, nous ont empêché d'être à tous moments les guides et l'aile marchante de notre pays. Ce sont ces mésaventures

qu'il s'agissait de mettre en lumière pour leur trouver les raisons objectives et subjectives et en tirer les leçons susceptibles d'éclairer notre action future.

Ce rapport de 1962 reste donc actuel par l'analyse qu'il donne de la situation au Maroc et en Afrique et par l'appréciation qu'il apporte de l'action passée de notre Parti. Il le reste aussi et surtout par la présentation qu'il donne de nos tâches fondamentales et à long terme, de notre perspective révolutionnaire.

Le pouvoir croyait s'en sortir par une politique de démagogie facile et un spectacle permanent de festivités et de projets mort-nés mitigés avec des démonstrations de forces. La grande bourgeoisie commerçante se berçait encore d'illusions sur les résultats d'une politique économique qui se targuait d'être en même temps libérale et efficace. Les paysans étaient endormis dans certaines régions par une prétendue "promotion nationale" qui n'était qu'une nouvelle forme des chantiers de charité. A travers toute l'Afrique, les forces de réaction étaient à l'oeuvre avec des résultats appréciables provoquant un reflux de l'élan révolutionnaire, tandis que des pays progressistes tels que l'Algérie, au lendemain d'Evian, ou la R.A.U., après la scission avec la Syrie, étaient confrontés avec des difficultés créées par ces mêmes forces réactionnaires. Cette contre-offensive impérialiste pouvait faire croire que les solutions de stabilisation ou de réaction avaient des chances de succès. D'où l'optimisme du Palais Royal qui lui faisait oublier que la situation dans les pays émergents est par essence changeante et dynamique.

Or ces données sont toutes bouleversées à l'heure présente.

Les projets gouvernementaux ont échoué et la politique de stabilisation réactionnaire a fait faillite. Les responsables, par manque de perspicacité, cherchent partout des causes de leur échec, sauf là où elles se trouvent : dans la coupure profonde qui n'a

cessé de s'aggraver entre le peuple marocain et ses gouvernants.

La promotion nationale a échoué parce qu'elle ne faisait nullement appel à la participation active des populations rurales.

La politique économique a échoué parce qu'elle cherchait toujours à servir les intérêts néo-colonialistes et un Etat de privilèges et d'exploitation.

L'organisation constitutionnelle a fait faillite, parce qu'elle avait imposé en décembre 1962 un système de gouvernement arbitraire au mépris des aspirations populaires et parce qu'elle s'est permise, par toutes sortes de moyens, de fausser la représentation nationale lors des élections de 1963.

Le discours du Trône du 3 mars 1965 à Marrakech a été un premier constat d'échec total qui prenait le ton d'une triste homélie, pour ne pas aboutir à une autocondamnation sévère. Reconnaître l'échec et en rendre responsables la nature humaine et la succession des saisons était une façon étrange de concevoir ses responsabilités. Il a fallu l'explosion de colère populaire du 23 mars pour amener le Roi à reconnaître dans son discours du 7 juin, avant de proclamer l'état d'exception, la gravité du mal sans aller jusqu'à en désigner l'origine.

C'est que ce jeu avait tellement dépassé les limites de la décence que le peuple des grandes villes, à Casablanca notamment, est descendu dans la rue, pour mettre en cause le régime et écrire en lettres de sang sa faillite et son incapacité.

Si les élections sont truquées, si la liberté de réunion est niée, si la presse est baillonnée, si les patriotes porte-parole des masses sont pourchassés, condamnés à mort ou à la détention ou tout simplement liquidés, comment s'étonner - comme a cru pouvoir le faire le chef de l'Etat - que le peuple emploie un moyen plus direct pour se faire entendre ?

Si lentement l'Etat, l'Administration et la politique deviennent le fait d'une minorité privilégiée - dont le nombre diminue à mesure que la situation économique se dégrade - comment s'étonner que le peuple manifeste sa colère contre ces privilèges et ces passe-droits ?

Si la majorité de la population est maintenue dans la misère et l'inculture et si en plus, elle voit se fermer devant elle les portes de l'espérance, comment s'étonner que l'impatience prenne le masque du désespoir ?

La responsabilité directe ? Il faut la chercher dans l'imposture qui, depuis 1960, sert de fondement à la politique officielle du Maroc.

On fait applaudir les populations par contrainte, ou par réduction de la misère et l'on fait de ces applaudissements forcés un principe de gouvernement. Mais la réalité se venge de toutes ces illusions et la seule vraie politique est la politique du Vrai.

Le Vrai s'est brusquement dévoilé. Espérons pour notre peuple que certains ne l'oublent pas trop vite.

La fausse représentation de la volonté populaire est un obstacle supplémentaire sur la voie du progrès et un supplément d'énergie qui se perd.

Une politique de restriction servant une minorité privilégiée ne peut durer à l'époque de la démocratie et du socialisme. Atravers la politique de l'Enseignement, c'est la structure politique et administrative actuelle dans son ensemble qui est mise en cause. La démocratie n'est pas une enseigne qu'on exhibe pour les touristes, c'est une réalité qui doit ouvrir concrètement à chacun des possibilités de progrès et de culture. Elle nécessite une organisation sociale qui, elle-même, appelle de profondes réformes de structures et non une révision de la constitution qui se ferait en dehors des représentants authentiques des masses populaires.

Depuis 1962, par une série de coups de forces

antipopulaires, la base sociale du régime s'est rétrécie jusqu'à ne plus compter réellement que la féodalité agraire agissant à travers l'administration locale le parlement truqué et les services spéciaux de l'armée et de la police devenus omnipotents. Le vrai soutien d'ailleurs provient de l'étranger, des forces impérialistes et néo-colonialistes qui, entre autres, ont travaillé au divorce du régime même avec la bourgeoisie commerçante, à l'intérieur et avec les pays frères progressistes à l'extérieur.

De plus, l'expérience de certains pays anti-impérialistes, notamment l'Algérie et la R.A.U. a démontré que la voie progressiste et non capitaliste était seule capable de sauver un pays sous-développé du piétinement et de la régression et qu'au surplus, l'édification socialiste n'était nullement nuisible à des relations de coopération et d'échanges, sur la base de stricte réciprocité avec les économies capitalistes avancées.

La situation est ainsi favorable aux forces de progrès, à l'intérieur et à l'extérieur du Maroc. Elle est infiniment plus prometteuse qu'en 1962, bien que la vie politique et les structures de notre Parti aient subi de graves préjudices depuis juillet 1963.

Quelle solution préconisons-nous dans la conjoncture présente ?

En 1962, nous disions qu'un compromis était possible sur la base de la démocratisation de la vie publique, l'application d'une réforme agraire et d'une solidarité réelle avec l'Afrique et les pays arabes révolutionnaires. Ces conditions - qui sont en vérité des engagements à tenir et vérifier au jour le jour, - sont encore valables aujourd'hui, cependant avec une situation de départ politique, économique, sociale et diplomatique aggravée par ces trois années de retard et d'erreurs.

L'engagement d'appliquer une réforme agraire profonde est pour nous le seul moyen d'affaiblir définitivement la réaction féodale en éliminant ses moyens d'action traditionnels et de réajuster nos relations avec les puissances néo-colonialistes. Or, ce n'est

pas là un point d'un programme abstrait - que personne d'ailleurs n'ose renier actuellement - c'est en réalité un ensemble de réformes économiques et politiques, administratives et constitutionnelles qu'il faut mettre au point et appliquer jour après jour. C'est cela la véritable condition d'un accord de compromis avec les forces de résistance et son contenu positif, qui ne peuvent être vérifiés que par la pratique gouvernementale quotidienne.

De même, la démocratisation de la vie publique signifie la recherche des détenteurs véritables de la puissance politique, pour les plier à la volonté populaire et non pas l'organisation hâtive d'élections nouvelles qui, dans les circonstances présentes, laisseraient le pouvoir à ceux qui le détiennent, derrière le décor d'un jeu parlementaire factice. Cette démocratisation nécessite une série de réformes y compris une réforme municipale et communale à l'accomplissement desquelles il faut veiller avec une vigilance sans répit.

Enfin une solidarité réelle et efficace avec les pays arabes et africains anti-impérialistes ne verra le jour que lorsque ces réformes auront coupé le cordon ombilical qui nous lie au néo-colonialisme et auront éliminé les moyens d'action qu'il a toujours sur la structure étatique de notre pays.

Voilà le contenu d'une solution transitoire qui ne serait qu'une étape dans notre politique dont le terme est l'instauration d'un régime socialiste véritable.

Toute autre analyse se contentera d'apparences, dressera un semblant de programme et posera de fausses conditions : ce qui jouera à notre détriment. Nous aurons ainsi retrouvé, de notre propre mouvement, la situation statique de 1959-1960, dont nous devons tirer d'ailleurs toutes les leçons en 1962. Nous aurions librement gâché les chances que nous donne le sursaut populaire de mars 1965, au plus grand profit des partisans de la solution la plus désespérée et qui sera la plus coûteuse à notre peuple, c'est-

à-dire une expérience de répression sauvage, de violence sans perspectives et de dictature arbitraire.

Restent les conditions à réaliser à l'intérieur même du Parti pour assurer le succès de cette étape dans notre révolution.

Plus que jamais ce sont celles développées dans le rapport de 1962 et que l'épreuve de la répression subie par notre Parti rend encore plus impérieuse. Il s'agit de l'approfondissement idéologique et du renforcement des structures internes de notre organisation afin de faire de l'U.N.F.P. le véritable instrument de la révolution.

Il faut souligner ici le rôle de plus en plus grand que joueront les étudiants dans la lutte de libération et d'édification, à la fois en tant que militants du Parti et au sein de leur organisation de masse l'Union Nationale des Etudiants du Maroc. Si ce rôle s'est manifesté avec éclat lors des événements sanglants de mars 1965, il s'était déjà affirmé au cours des six dernières années à l'occasion des batailles estudiantines et à travers les résolutions de leurs congrès successifs. Après la répression de juillet 1963 ils ont été les seuls à relever le défi des forces policières et à entretenir la combativité des masses laborieuses.

Au lendemain de l'explosion de colère populaire de mars 1965 dans laquelle les pères ont rejoint leurs enfants pour affirmer tous ensemble les mots d'ordre de notre Parti au risque de leurs centaines de vie innocentes, nous sommes plus conscients que jamais des responsabilités historiques de l'U.N.F.P. Ces responsabilités exigent de nous une vision claire des perspectives proches et lointaines, une cohésion et une discipline à toute épreuve et surtout une particulière vigilance à l'égard des éléments opportunistes qui s'étaient glissés dans nos rangs et qui ont été démasqués depuis 1963.

Nous ne devons avoir aucune illusion sur les tâ-

ches immenses qui nous attendent pour effectuer un vaste travail d'éducation et d'organisation parmi les masses populaires. Les potentialités révolutionnaires de notre peuple ont besoin d'être traduites en forces effectives capables de balayer les derniers vestiges de domination coloniale et d'exploitation de notre pays, capables aussi de se mobiliser pour construire la société nouvelle conformément à nos options révolutionnaires.

L'essentiel est de nous préparer pour pouvoir faire face comme il convient à toutes les situations.

Juin 1965.